

Georges Dimitrov et le Front unique

Foscolo, Mona

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Foscolo, M. (2005). Georges Dimitrov et le Front unique. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 5(2), 461-478. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56292-0>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

Georges Dimitrov et le Front unique

MONA FOSCOLO

La très longue vie politique du communiste bulgare Georges Dimitrov illustre de manière exemplaire le parcours d'un militant de base qui, syndicaliste dès l'âge de douze ans, accèdera aux plus hautes fonctions dans l'appareil communiste et, à la fin de sa vie, assurera la direction de son pays d'origine, la Bulgarie. Né en 1882 dans un village proche de la capitale bulgare, cet ouvrier typographe devient à vingt ans permanent de l'Union générale syndicale ouvrière¹ et membre de la fraction radicale du Parti Ouvrier Social-Démocrate Bulgare² qu'il représentera comme député à l'Assemblée nationale bulgare à partir de 1913, puis, lorsque ce parti adhère à la Troisième Internationale dès sa création en 1919³, comme député communiste au Parlement bulgare jusqu'en 1923. Ceci ne l'empêchera pas à l'automne de cette même année de prendre la tête de ce qu'on a appelé «l'insurrection antifasciste de septembre 1923» qui se termine par un fiasco et un bain de sang. Contraint à l'exil et à la clandestinité d'abord à Vienne – d'où il tente de diriger le PCB devenu hors-la-loi – puis à Moscou, Georges Dimitrov se consacre de plus en plus au service du Komintern dont il devient un fonctionnaire. Responsable à partir de 1929 à Berlin du WEB⁴, il est arrêté en mars 1933. Accusé d'avoir incendié le Reichstag, il acquiert une renommée internationale lors du procès de Leipzig où il tient tête à Goering et Goebbels. Soutenu par une forte campagne internationale, il est acquitté et rejoint l'URSS où, à l'occasion du VII^e Congrès de l'IC, Staline le place à la tête de cette organisation pour promouvoir la nouvelle ligne politique de Fronts uniques. À ce poste il survivra aux grandes purges stalinienne et sera confronté au retournement du pacte germano-soviétique. Devenu apparatchik soviétique, il revient à la fin de sa vie en Bulgarie⁵ où, jusqu'à sa mort en juillet 1949, il assurera la direction de son pays et du Parti Communiste Bulgare (PCB).

Le parcours de ce haut-dirigeant du mouvement communiste, dont la personnalité reste jusqu'à nos jours sujette à polémiques entre ses laudateurs et ses détracteurs, reste encore mal connu, bien que la publication de son *Journal*⁶ en 1997

¹ UGSO (Obōt rabotničeski sindikalen sąjuz).

² POSDB (Bālgarska rabotničeska social demokratičeska Partija).

³ Trois mois à peine après le Congrès fondateur de la Troisième Internationale Communiste (dite aussi Komintern ou encore IC, pour Internationale Communiste) qui se tient du 2 au 6 mars 1919 à Moscou, se déroule à Sofia le XXII^e Congrès du POSDB Étroit où est votée l'adhésion de ce parti à l'IC et où il prend le nom de Parti Communiste Bulgare (socialistes «étroits»), section bulgare de la Troisième Internationale.

⁴ WEB: Westeuropäische Büro der Komintern (Bureau Ouest-européen du Komintern). Pour plus de précisions sur le WEB, v. Brigitte STUDER, *Un parti sous influence. Le Parti Communiste Suisse, une section du Komintern. 1931 à 1939, L'âge d'homme*, Lausanne, 1994, pp. 168-170.

⁵ Le 4 novembre 1945.

⁶ Dimităr SIRKOV, Petko BOEV, Nikola AVREJSKI, Ekaterina KABAKČIEVA, *Dnevnik. 9 mart 1933-6 februar 1949 (Journal. 9 mars 1933-6 février 1949)*, Sv. Kliment Ohridski, Sofia, 1997, 794 pp.

apporte quelques éclairages nouveaux. Cet article se propose de s'arrêter plus longuement sur la contribution réelle de Georges Dimitrov à l'émergence et à la mise en œuvre de la politique des Fronts uniques, ainsi que de tenter d'en dégager les facettes changeantes au grès des vicissitudes du mouvement ouvrier international.

Au moment où, libéré des geôles nazies, Georges Dimitrov arrive à Moscou le 27 février 1934, la ligne officielle du Komintern – appelée plus tard «sectaire de gauche» – demeure celle de la confrontation prioritaire à outrance avec les partis sociaux-démocrates, qualifiés de sociaux-fascistes, et celle du refus de toute collaboration avec des organisations étrangères au parti communiste. D'emblée, Staline presse Georges Dimitrov pour reprendre la direction du Komintern et, quelques semaines plus tard, le héros de Leipzig s'emploie activement à préparer le VII^e Congrès de l'IC sur la base de la promotion d'une nouvelle ligne politique, celle des Fronts uniques. Cette tâche a dû se révéler ardue puisque le VII^e Congrès ne se tiendra qu'un an plus tard, du 25 juillet au 21 août 1935, devant 513 délégués représentant 65 des 76 partis communistes affiliés à la Troisième Internationale. Quatre rapporteurs sont chargés de représenter différents aspects sur la situation du mouvement communiste dans le monde¹. Le rapport le plus attendu est celui prononcé le 2 août par Georges Dimitrov et qui s'intitule «L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme». Mais c'est dans son discours de clôture du 13 août que Georges Dimitrov expose la substance de la nouvelle ligne du Komintern qui sera sacralisée par la résolution finale du Congrès, émise le 20 août.

Dans ces deux rapports Georges Dimitrov entreprend une longue diatribe descriptive du fascisme. De cette manière, il désigne clairement le nouvel ennemi principal qui doit être le fédérateur de l'action unitaire de la classe ouvrière. Sur le mode «l'ennemi de mon ennemi est mon ami», Georges Dimitrov concentre l'attaque contre un adversaire extérieur au prolétariat et cherche à rallier l'ancien ennemi intérieur à la classe ouvrière: la social-démocratie. Puis, il pose les jalons de ce que doit être le nouveau rapport aux frères séparés sociaux-démocrates – condition indispensable à la réalisation et la bonne marche du Front – en ces termes: «Camarades! ... comment empêcher la venue du fascisme au pouvoir et comment renverser le fascisme victorieux. L'Internationale Communiste répond: *La première chose qu'il faut faire... c'est de réaliser le Front unique, d'établir l'unité d'action des ouvriers dans chaque entreprise, dans chaque rayon, dans chaque région, dans chaque pays, dans le monde entier... N'est-il pas clair que l'action commune des adhérents des partis et organisations des deux Internationales – de l'Internationale Communiste et de la II^e Internationale – faciliterait la riposte des masses à la poussée fasciste et augmenterait le poids politique de la classe ouvrière?»². Cet appel va encore plus loin, puisque à la volonté d'union avec les sociaux-démocrates, Georges Dimitrov associe: «des ouvriers catholiques, anarchistes et inorganisés, même sur ceux qui*

¹ L'Allemand Wilhelm Pieck présente le rapport d'activité du CE de l'IC depuis le VI^e Congrès. L'Italien Palmiro Togliatti se charge de présenter le rapport sur la situation mondiale et le danger de guerre. Le Russe Manuilski fait son rapport sur la situation de l'URSS et la construction du socialisme dans un seul pays. C'est au Bulgare Georges Dimitrov, récemment devenu citoyen soviétique, qu'incombe la charge – ou le privilège – de présenter le rapport le plus attendu, et le plus inattendu, sur la nouvelle ligne du Komintern.

² Georges DIMITROV, *Ceuvres choisies*, Sofia-Press, Sofia, 1972, tome 2, pp. 27-28.

sont devenus momentanément victimes de la démagogie fasciste »¹, ce dernier euphémisme désignant les adhérents aux partis fascistes et nazis. Non content de cela, Georges Dimitrov fait monter au grand mât l'étendard de l'union autour des valeurs universelles contenues dans la démocratie parlementaire «bourgeoise»². Pour faire flotter le drapeau de la lutte pour les droits démocratiques au côté de celui de la lutte du prolétariat, il a recours à l'arme imparable d'une citation de Lénine: «Ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste... au contraire... le prolétariat ne peut se préparer à vaincre la bourgeoisie sans mener une lutte minutieuse, conséquente et révolutionnaire pour la démocratie»³. Georges Dimitrov s'emploie méticuleusement à démontrer l'absolue nécessité de la politique de Front unique à tous les échelons de haut en bas: «Camarades! ... nous posons aujourd'hui d'une manière nouvelle une série de questions, et, en premier lieu, la question du Front unique et de la façon d'aborder la social-démocratie, les syndicats réformistes et les autres organisations de masse»⁴. Faisant appel aux pères fondateurs, Georges Dimitrov ajoute: «Nous ne serions pas des marxistes révolutionnaires, des léninistes, de dignes disciples de Marx-Engels-Lénine, si en fonction d'une situation modifiée et des déploiements opérés dans le mouvement ouvrier mondial, nous ne *remaniions* pas de façon appropriée, notre politique et notre tactique»⁵. En conclusion, il déclare: «L'Internationale Communiste et ses sections sont prêtes à entrer en pourparlers avec la II^e Internationale et ses sections en vue d'établir l'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la menace d'une guerre impérialiste»⁶. Ainsi, la main est tendue non seulement à la base sociale-démocrate, mais aussi à ses instances dirigeantes; non seulement aux ouvriers, mais aussi à tous les travailleurs, tous les démocrates, tous les hommes de «bonne volonté». On ne les appelle plus à rejoindre les rangs communistes pour lutter contre le capitalisme, mais on leur propose de se joindre à eux pour abattre le danger fasciste. Georges Dimitrov pose la question: «Est-il possible de réaliser cette unité d'action...? Oui, c'est possible. Et tout de suite. L'Internationale Communiste *ne pose à l'unité d'action aucune condition, à l'exception d'une seule, qui est élémentaire, acceptable pour tous les ouvriers. À savoir: que l'unité d'action soit dirigée contre le fascisme, contre l'offensive du Capital, contre la menace de guerre, contre l'ennemi de classe. Voilà notre condition*»⁷.

L'historiographie communiste – notamment après la mort de Staline – attribue à Georges Dimitrov la paternité de cette nouvelle ligne des Fronts uniques qu'elle qualifie de tournant stratégique majeur dans la politique du mouvement ouvrier international. À ce propos, même certains historiens non-engagés ont cru déceler en Georges Dimitrov un homme d'ouverture, voire un communiste «de droite». Pour tenter de donner une réponse plus actuelle à ces affirmations, il est nécessaire de s'arrêter sur les diverses acceptions de la notion de Front telles qu'elles apparaissent

¹ *Ibidem*, tome 2, p. 28.

² *Ibidem*, pp. 113-114.

³ *Ibidem*, p. 114.

⁴ *Ibidem*, p. 91.

⁵ *Ibidem*, p. 92.

⁶ *Ibidem*, p. 91.

⁷ *Ibidem*, p. 29.

au cours des différentes étapes historiques du mouvement ouvrier international en suivant le parcours militant de Georges Dimitrov.

Très tôt, Georges Dimitrov s'engage dans la fraction la plus révolutionnaire et la plus sectaire de la social-démocratie bulgare, celle qui refuse toute forme d'alliance et même de collaboration avec le réformisme, l'opportunisme, voire le ministérialisme¹, déviations qui représentent à ses yeux une trahison de la cause prolétarienne. Ainsi, par exemple, fin septembre 1913, alors que les deux guerres balkaniques viennent à peine de se terminer, Georges Dimitrov qui s'est rendu à Vienne en tant que Président de l'UGSO pour participer à la Conférence syndicale balkanique organisée par le Secrétariat de l'Internationale Syndicale rejettera, malgré les pressions, l'union avec la Centrale syndicale des socialistes «larges» bulgares. Plus tard, le Président de l'Internationale Syndicale, Karl Legine, venu à Sofia en avril 1914 pour proposer un accord sur la base de la neutralité politique des syndicats, se verra opposer par Georges Dimitrov le même refus, motivé par le fait que l'unité ne peut se faire que sur la base de la lutte de classe sous la direction du parti de la classe ouvrière. Déjà, à l'occasion du XVII^e Congrès du POSDB Tesnjak (11-14 juillet 1911) à Sofia, Trotski, le délégué menchevik russe, qui avait tenté d'intercéder pour restaurer l'unité socialiste, devait essuyer la même déconvenue.

Paradoxalement, c'est Georges Dimitrov qui sera un des premiers dans son parti à modifier cette position de «pureté intransigeante» à l'occasion de son premier séjour en Union Soviétique et notamment après sa rencontre le 9 avril 1921 avec Lénine à propos de laquelle il note les recommandations suivantes: «Concentrez votre attention sur la consolidation du parti communiste et attentez-vous-y le plus sérieusement, d'autant plus qu'il est relativement faible tant du point de vue quantitatif que qualitatif... En même temps, bâtissez l'union entre les ouvriers et les paysans – principalement les paysans pauvres et moyens»². En effet, c'est en 1921 que le Front unique est imaginé par Lénine³ à un moment où ce dernier, conscient que le nouvel État soviétique est encore fragile, recourt à une politique d'ouverture qui se traduira par l'instauration de la NEP⁴. Parallèlement, sur le plan politique, Lénine devait concevoir le Front unique comme une sorte de «NEP politique» qui puisse permettre au mouvement communiste essoufflé de reprendre pied. Cette nouvelle ligne politique sera institutionnalisée au cours du III^e Congrès de l'IC (22 juin-12 juillet 1921) qui adopte le mot d'ordre du Front unique et de l'union ouvriers-paysans, applicable notamment dans le cadre de la société bulgare encore très fortement agraire.

Sur le chemin du retour, Georges Dimitrov fait parvenir de Berlin à l'organe du parti *Rabotničeski Vestnik*⁵ un article intitulé «Les nouveaux événements en Allemagne» où, pour la première fois, il met l'accent sur l'opportunité d'un Front uni-

¹ Ce terme étant employé par Vasil Kolarov dans un article de 1903 condamnant la participation de Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau: «ministerializăm», in *Vasil Kolarov statii, dnevnici, reči, pisma, spomeni, izbrani proizvedenija v 3 toma* (Vasil Kolarov articles, journaux, discours, lettres, souvenirs, œuvres choisies en 3 tomes), tome 1 (1919-1944), Hristo Botev, Sofia, p. 38.

² Angel VEKOV, *Stalin i Bălgarskijat komunizăm. Iz sekretnite ruski i bălgarski arhivi. Protokoli. Stenogrami. Dnevnic. Pisma (Staline et le communisme bulgare. À travers les archives secrètes russes et bulgares. Protocoles. Sténogrammes. Journaux. Lettres)*, Damian Jakov, Sofia, 2002, p. 8.

³ Certains prétendent que Trotski a participé à l'élaboration de ce concept. V. Mikhaïl NARINSKI, José GOTOVITCH (sous la dir.), *Komintern. L'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale Communiste*, Les Éditions de l'Atelier, Paris, 2001, p. 30.

⁴ NEP: Nouvelle politique économique.

⁵ *Le Journal des ouvriers*.

que ouvrier. Fin novembre, revenu à Sofia, il réaffirme à l'occasion de deux discours «l'absolue nécessité du Front unique»¹. À la tribune du IV^e Congrès du PCB en juin 1922, il réclame la tenue sans délai d'un congrès mondial ouvrier, ainsi que l'édification d'un Front Prolétarien Unique². Ce dernier slogan sera récurrent dans les discours de Georges Dimitrov tout au long de l'année 1922. Non seulement dans les discours mais aussi dans la pratique, puisqu'il prend l'initiative de faire mener à l'UGSO des actions communes avec des syndicats neutres ou des groupements ouvriers informels en organisant des Commissions ouvrières d'entreprises. Apparemment, Georges Dimitrov a bien retenu les enseignements du III^e Congrès de l'IC et de Lénine puisque, immédiatement, il les intègre dans ses écrits et son action. Mais il a également compris que le Front unique léninien est un Front «par le bas», conçu comme une machine de guerre contre l'appareil des socialistes opportunistes de droite et destiné à rallier au parti les masses non communistes et même les ouvriers sociaux-démocrates hésitants ou déçus.

Cependant, ce que Georges Dimitrov concède au plan national, il le refuse au plan international. Déjà à Moscou – lors du Congrès fondateur du Profintern³ – il s'inscrit fermement contre toute forme de contact avec des organisations syndicales non-communistes, ceci bien que la direction du Profintern ait proposé d'établir des relations avec l'Internationale d'Amsterdam, la branche sociale-démocrate du mouvement syndical international. D'ailleurs, fin octobre 1922 – quelques jours avant son départ pour Moscou en tant que délégué au II^e Congrès du Profintern (19 novembre-2 décembre) – paraît à Sofia la brochure *L'Internationale syndicale rouge (Amsterdam ou Moscou)* dans laquelle Georges Dimitrov confirme ses positions maintes fois exprimées depuis la fin de la Première Guerre mondiale et s'en prend violemment à ses concurrents syndicalistes. Ainsi, il écrit: «Le prolétariat de tous les pays, organisé dans les syndicats, est placé devant le dilemme suivant: Moscou ou Amsterdam, ce qui signifie en d'autres termes: le travail ou le capital; la révolution ou la contre-révolution; l'impérialisme criminel ou le communisme libérateur! Peut-on douter que le prolétariat de tous les pays choisira Moscou et se déclarera contre Amsterdam? Seul peut en douter quiconque ne connaît pas la marche historique inéluctable des événements, quiconque ne croit pas en l'avenir du prolétariat. Moscou vaincra infailliblement»⁴. On voit ainsi un Georges Dimitrov qui se conforme à la discipline du Parti tout en inscrivant sa différence. D'ailleurs, dès son arrivée à Moscou, le Præsidium⁵ du II^e Congrès du Profintern le charge de rédiger le chapitre du rapport final intitulé «L'action fractionnaire d'Amsterdam et le Front unique». Le 23 novembre, à la tribune, Georges Dimitrov se prononce pour l'édification «immédiate et indispensable du Front unique et la restauration de l'unité syndicale dans les différents pays sous la direction du Profintern». En d'autres termes, oui à l'unité, non aux concessions. Georges Dimitrov ne conçoit de véritable unité que sous l'égide du Profintern, c'est-à-dire celle des communistes.

¹ INSTITUT PO ISTORIJA NA BKP PRI CK NA BKP, *Georgi Dimitrov. Săčinenija (Georges Dimitrov. Œuvres, novembre 1920-décembre 1921)*, 2^e éd., tome 12, Partizdat. Izdatelstvo na Bălgarskata Komunističeska Partija, 1987, p. 756.

² *Ibidem*, p. 731.

³ Profintern: Internationale syndicale. Le I^{er} Congrès du Profintern se tient à Moscou, du 3 au 19 juillet 1921.

⁴ Georges DIMITROV, *Œuvres choisies*, cit., tome 1, p. 124.

⁵ À partir de 1922, et jusqu'à sa dissolution, le Komintern dote ses différentes instances, dont le Profintern, d'un organe dirigeant portant le titre de Præsidium.

Pendant les premières années qui succèdent à la fin de la Première Guerre mondiale, la Bulgarie vaincue est dirigée par le gouvernement agrarien d'Aleksandăr Stambolijski. Bien que dès 1919 ce dernier ait proposé aux communistes une alliance, le PCB maintient sa ligne «intégriste» de refus d'association au pouvoir bourgeois, tout en menant *de facto* une politique de soutien modéré à l'égard des agrariens. Cependant, cette alliance informelle va aller en se dégradant si bien que le 9 juin 1923, lorsqu'un coup d'État militaire mené par Aleksandăr Cankov met fin au pouvoir agrarien, Georges Dimitrov, en accord avec le CC¹ du PCB, se prononce pour la neutralité, en vertu du fait que: «Pour le PCB les dirigeants du BZNS² sont les représentants de la bourgeoisie paysanne»³, et de renchérir «Il s'agit là d'une péripétie entre forces bourgeoises»⁴. Ce n'est pas l'avis du Komintern qui dépêche à Sofia télégrammes et envoyés spéciaux pour convaincre les camarades bulgares de la nécessité de profiter de la situation révolutionnaire créée dans le pays. Un de ces émissaires est même le Bulgare Vasil Kolarov – secrétaire en personne du Komintern – qui, début août 1923, parvient à rallier une partie du CC et Georges Dimitrov à la ligne révolutionnaire qui préconise l'action armée contre le gouvernement putschiste. Aussitôt, le Parti Communiste Bulgare se lance fiévreusement, mais de manière désordonnée, dans la préparation d'une insurrection en collaboration avec certains activistes agrariens. Le revirement de Georges Dimitrov à l'égard de ces nouveaux alliés de circonstance est complet. Alors qu'au mois de juin il se réjouissait même de la déconfiture du gouvernement d'Aleksandăr Stambolijski, au mois d'août Georges Dimitrov va rédiger, dans l'optique de la mise en place d'un Front Unique du Travail, une série quotidienne d'articles dans lesquels il n'hésite pas à appeler à l'action commune avec les communistes non seulement le Parti Agrarien et le POSDB (Uni)⁵, mais aussi l'union des artisans, les syndicats indépendants, l'organisation des anarchistes-communistes et les représentants du parti radical. Visant un public plus élargi que les organisations politiques, il exhorte à la lutte commune non seulement les ouvriers et les paysans, mais également les artisans, les petits commerçants, les fonctionnaires, les professions libérales dont les médecins, les avocats, les ingénieurs, les professeurs, et les officiers de réserve, allant même jusqu'aux généraux⁶. Cet éventail va si loin que le CC éprouve le besoin de se distancer de certaines des positions avancées par Georges Dimitrov, notamment de l'appel au parti radical et aux officiers supérieurs. Par souci d'efficacité, ou par conviction, Georges Dimitrov fait preuve d'une ouverture dans la conception d'un Front unique inhabituellement large, puisque cette conception prône – pour la

¹ CC: Comité central.

² Le Parti Agrarien (Zemedelska Partija), ou Union Agrarienne (Zemedelski sajuz), ou encore Union Populaire Agrarienne Bulgare (Bălgarski zemedelski naroden sajuz), est plus connue sous le sigle: BZNS. En bulgare, le terme *narodnen* peut être indifféremment traduit par «populaire» ou «national» – cependant, au XIX^e siècle la signification «populaire» est la plus usitée, c'est pourquoi cet article privilégie ce sens. Au cours du XX^e siècle le terme *nacionalen* («national») sera de plus en plus employé.

³ Vasil Kolarov *statii, dnevnicii, reči, pisma, spomeni, izbrani proizvedenija v 3 toma*, tome 2 (1919-1944), cit., p. 13.

⁴ Diniou CHARLANOV, Lioubomir OGNJANOV, Plamen TZVETKOV, «La Bulgarie sous le joug communiste. Crimes, résistances et répressions», in Stéphane COURTOIS (sous la direction de), *Du passé faisons table rase! Histoire et mémoire du communisme en Europe*, Robert Laffont, Paris, 2002, p. 315.

⁵ Appellation à ce moment là des sociaux-démocrates réformistes.

⁶ Georges DIMITROV, *Ceuvres choisies*, cit., tome 1, p. 175.

première fois et en rupture avec la tradition du PCB – un Front unique tant par le bas que par le haut et ouvert non seulement aux ouvriers, mais aussi aux travailleurs et à toutes les autres couches modestes de la société bulgare. Fidèle à lui-même, il ne manque pas de fustiger ceux qui refusent la main tendue et notamment les sociaux-démocrates «larges». Mais ses efforts ne seront pas couronnés de succès. À part l'aile gauche du Parti Agrarien et quelques personnes provenant de divers horizons politiques, l'appel à l'unité reste sans écho.

L'insurrection populaire commanditée par le Komintern, déclenchée dans l'improvisation le 23 septembre 1923, est un fiasco puisqu'elle aboutit non seulement pour la première fois à la mise hors-la-loi du parti communiste, mais surtout parce qu'elle provoque une vague de répressions sanglantes qui s'abat sur les communistes de même que sur les agrariens et sur toute une frange de l'intelligentsia bulgare. Les meneurs de l'insurrection de septembre, Georges Dimitrov et Vasil Kolarov – contraints à l'exil – maintiennent cependant depuis Vienne et en relation avec le Komintern la ligne de l'action armée et de la préparation d'une autre insurrection en Bulgarie en coopération avec des forces politiques d'opposition et notamment avec les agrariens. À peine établi à Vienne, Georges Dimitrov rencontre, le 6 novembre 1923, Kosta Todorov – un des leaders radicaux du courant centriste agrarien – qui l'informe d'un plan de soulèvement contre le gouvernement Cankov prévu pour mars 1924, avec le soutien actif du gouvernement serbe. Cette rencontre se fait toujours dans le cadre du «Front unique pour un gouvernement des ouvriers et des paysans», dont Georges Dimitrov demeure le chantre et le maître d'œuvre le plus engagé. N'est-ce pas lui que le Comité Hors-frontière du PCB charge, le 16 octobre, de rédiger une brochure qui doit éclaircir les questions relatives au Front unique apparues après l'échec de septembre? Une autre fois, il n'hésite pas à prendre la plume pour rappeler à l'ordre Todor Petrov – un membre du CC du PCB intérieur – à propos de son article adressé à la rédaction de *Rabotničeski Vestnik* intitulé «L'insurrection communiste en Bulgarie». Il lui fait savoir que ce titre doit être modifié, car il ne s'agit pas d'une «insurrection purement communiste», mais d'une «insurrection populaire». De fait, l'insurrection de septembre 1923 (voulue et dirigée par des communistes, mais réalisée grâce à la masse de la «piétaille paysanne» et de quelques leaders agrariens) scelle une certaine fraternité d'armes entre le Parti Communiste Bulgare et l'Union agrarienne. Mais il ne s'agit que de l'union entre une partie des communistes – celle qui suit Georges Dimitrov, Vasil Kolarov et la Troisième Internationale – et une partie des agrariens, les plus radicalisés et pour la plupart en exil. Ceci ne semble pas décourager Georges Dimitrov et le 20 février 1924, à son initiative, une conférence réunit à Moscou des représentants du PCB et des agrariens en exil. Elle aboutira à la signature d'un accord stipulant la création partout dans le pays de «Comités d'action mixtes»¹ destinés à préparer l'insurrection, à établir des liens étroits entre les directions centrales et locales des deux partis, ainsi qu'à coordonner leurs actions. Mais sitôt l'accord conclu, la Représentation Hors-Frontière du BZNS rompt tout lien avec celle du PCB. Malgré cela, tout au long de l'année 1924 et jusque début 1925, Georges Dimitrov persistera constamment dans ses efforts pour concrétiser l'action commune avec les agrariens. Une ébauche des

¹ Fin juin 1924, le CC du PCB, avec l'accord de la gauche agrarienne, nomme un «Comité Central d'action» destiné à préparer et mener l'insurrection. Ce Comité Central d'action est composé de trois bureaux mixtes: un Bureau politique, un Bureau organisationnel et un Bureau militaire.

Comités d'action mixtes est mise en place dans le pays, mais l'insurrection devant aboutir à la mise en place d'un gouvernement ouvriers-paysans est toujours repoussée et les relations entre communistes et agrariens au sein de ce Front unique demeurent empreintes de méfiance et de duplicité. D'un côté, le leader agrarien en exil Aleksandăr Obbov avertit les agrariens du Comité d'action mixte de Sofia de «ne pas se laisser entraîner par les Bolcheviques» et de prendre des mesures pour ne pas se faire «avoir par les communistes»¹. De l'autre, Georges Dimitrov, dans une lettre à Vasil Kolarov, écrit: «nous nous sommes entendus [avec les agrariens] sur toutes les questions restées en suspens jusqu'à présent. Cependant, il sera indispensable de conserver le contact le plus étroit avec eux, de suivre attentivement, pas à pas, chacun de leurs actes, de les tenir en fait entre nos mains, pour ne pas être éventuellement exposés à quelque surprise désagréable... ils demeurent malgré tout pour nous des alliés *peu fiables* qui marchent pour l'instant avec nous uniquement par *nécessité*»². En fait, cette belle construction – voulue par Georges Dimitrov – restera surtout théorique et ne demeurera bien souvent que sur le papier puisque, en réalité, l'influence du Front unique dans le pays demeurera limitée. Que ce soit par largesse d'esprit ou par souci tactique, néanmoins, ces tentatives montrent un Georges Dimitrov qui – malgré de difficiles conditions de l'existence clandestine – n'hésite pas à prendre des initiatives qui le conduisent à la «limite de l'acceptable» au regard de l'Internationale Communiste. En tout cas, il demeure, malgré son désir évident de sauvegarder la cause du Front unique, tout à fait lucide dans l'analyse de la situation politique. Dans une lettre à Vasil Kolarov, il partage son sentiment personnel à propos des pourparlers qu'il a menés la veille avec les agrariens: «dans le fond de leur âme [les agrariens] ont le désir intime que soit créé un gouvernement purement agrarien, qui ne dépende pas de nous, et ils n'hésiteraient pas un jour, si l'opportunité se présente, à rompre leurs liens avec nous...»³. En fait, à la fin de l'année 1924, non seulement le Front unique est une étiquette qui cache une fiction politique, mais ce sont les responsables militaires du Parti – secondés par quelques agrariens de gauche – qui raflent à leur profit le pouvoir de décision et l'initiative au sein du parti et du confidentiel Front unique.

Cette dérive autonomiste des structures militaires du Front unique et du PCB va se traduire par un événement majeur qui remettra en cause non seulement l'action unitaire entre communistes et agrariens, mais en général la ligne d'insurrection armée prônée par le Komintern. Il s'agit de l'attentat organisé et perpétré le 16 avril 1925 par l'organisation militaire du PCB qui, en faisant sauter la cathédrale «Sveta Nedelja» de Sofia, fera près de 500 blessés et provoquera la mort de 150 personnes. Cette exaction, par la vague de réprobation mais surtout de répression sanglante qu'elle provoque, laminera le Parti Communiste Bulgare et contraindra, dans une certaine mesure, Georges Dimitrov à se mettre en retrait de la direction du Parti Communiste Bulgare et à rejoindre Moscou pour intégrer plus directement les structures du Komintern.

Dès le milieu de l'année 1925, et surtout après l'attentat du 16 avril, le Komintern abandonne l'espoir d'une explosion révolutionnaire en Europe pour un avenir

¹ Luiza REVJAKINA, *Kominternăt i selskite partii na balkanite. 1923-1931 (Le Komintern et les partis paysans des Balkans. 1923-1931)*, Prof. Marin Drinov, Sofia, 2003, p. 62.

² Le 4 septembre 1924, in CDA (Archives Centrales d'Etat de Sofia): Fonds 146 B/ opis 2/ unité d'archive 1550/ feuilles 1-2.

³ Luiza REVJAKINA, *Kominternăt i selskite partii na balkanite. 1923-1931*, cit., p. 65.

proche. Ceci se traduit, au VI^e Plénum du CE¹ de l'IC, en mars 1926, par l'apparition d'une nouvelle «conception» – élaborée notamment par Trotski, peu avant sa mise à l'écart – celle de la «crise générale du capitalisme». Cette nouvelle ligne, tout en réaffirmant la désagrégation inéluctable du capitalisme, reconnaît que ce dernier entre dans un stade de stabilisation, mais que ce sursis provisoire, qui augmentera encore plus l'exploitation des travailleurs, provoquera nécessairement une nouvelle vague révolutionnaire. C'est à la même époque que Staline avance une autre «conception» devenue fameuse, celle de la «construction du socialisme dans un seul pays» – en l'occurrence l'Union soviétique. Dès 1925, Boukharine devient dans la presse et sur les tribunes un des plus ardents défenseurs de cette thèse qui repousse aussi à l'arrière-plan l'urgence de la révolution mondiale, ce que réfutent une partie des leaders communistes représentés notamment par Trotski, Zinoviev et Kamenev. Ce sera la pomme de discorde des luttes intestines à venir.

Le VII^e Plénum du CE de l'IC (22 novembre-15 mars 1926) entérine la chute de Zinoviev – tenant de la lutte armée – et la promotion de Boukharine qui, pour la politique extérieure du Komintern, préconise la nécessité de limiter dorénavant la conception de Front unique à des actions communes ponctuelles, sous la direction impérative des communistes qui doivent aussi infiltrer les organisations politiques alliées. Après l'abandon du mot d'ordre de préparation à la lutte armée, l'accent est mis à présent sur l'éducation politique des masses en privilégiant les moyens de lutte légaux et en évitant, dans la mesure du possible, d'élever des slogans à coloration communiste trop marquée. En l'occurrence, ce prétendu tournant à droite de l'IC – promu en sous-main par Staline – ne devait être que l'occasion pour ce dernier de déboulonner Zinoviev, un concurrent dangereux qui campait sur des positions «gauchistes».

Georges Dimitrov, qui est en conflit avec une partie de la direction du PCB à propos de son attitude pendant et après l'insurrection de septembre 1923, adhère à cette nouvelle ligne. Mais, le VI^e Congrès du Komintern (17 juillet-1^{er} septembre 1928) opère une nouvelle volte-face qui aboutira, toujours sous l'impulsion de Staline, à l'émergence du slogan gauchiste de la lutte «classe contre classe» et surtout de la définition de la social-démocratie en tant que «social-fascisme», ennemi numéro un du communisme. Si la notion de Front unique est conservée, elle se réduit à un Front unique «par le bas», c'est-à-dire comme un effort pour attirer la clientèle ouvrière des sociaux-démocrates dans le parti communiste, à l'exclusion de tous contacts avec les dirigeants «traîtres» sociaux-démocrates. Cette fois, Georges Dimitrov est incriminé au sein de son parti non plus pour sa précédente position de «sectaire de gauche», conséquence de la lutte armée, mais pour son «déviationnisme de droite» lié à sa collaboration à la même époque avec les agrariens bulgares. Apparemment, la direction soviétique et celle du Komintern préfèrent l'éloigner de Moscou pour le mettre à l'abri de la polémique en le nommant, au printemps 1929, à la direction clandestine du WEB à Berlin.

Représentant coordinateur du Komintern auprès des partis communistes d'Europe occidentale pendant près de quatre années, Georges Dimitrov mènera en Allemagne, mais aussi dans d'autres pays tels la France, la Suisse, la Tchécoslovaquie, ou encore la Hollande, une vie clandestine qui le mettra au contact des réalités politiques et sociales d'Europe de l'Ouest. Il organise même des forums rassemblant des personnalités non-communistes de la gauche européenne tel le

¹ CE: Comité exécutif.

«Congrès International contre la guerre» en août 1932 à Amsterdam. À cette époque de montée en puissance du nazisme, Georges Dimitrov s'inquiète lorsqu'il observe que dans son combat acharné contre la social-démocratie, le Parti Communiste Allemand (PCA) recourt parfois à des alliances de fait avec le Parti National-Socialiste. En octobre 1932, pressentant le danger hitlérien, il se décide à adresser au CE de l'IC un rapport où il n'hésite pas à critiquer ouvertement la gestion de la crise politique allemande par le PCA.

Prenant le contre-pied de ce qui était le credo politique du Komintern depuis 1928, Georges Dimitrov écrit: «Particulièrement en ce moment, en réponse à la ligne d'offensive générale adoptée par le fascisme, il est indispensable d'appliquer une politique concrète du Front unique sur toutes les lignes, dans les entreprises et dans les bourses du travail, dans les syndicats et les autres organisations prolétaires, localement et dans une dimension qui s'étende à l'ensemble du pays. Le problème de la réalisation d'un Front unique révolutionnaire de la classe ouvrière contre l'offensive des entrepreneurs et du fascisme doit occuper une *place centrale* et devenir le *pilier central* de toute notre action au sein des masses»¹. Bien qu'il associe toujours les entrepreneurs – c'est-à-dire les capitalistes – aux fascistes, pour la première fois Georges Dimitrov préconise d'élargir l'action contre eux hors du cadre strict du parti. Plus encore, il propose l'abandon d'une des exigences fondamentales du Front unique version VI^e Congrès de l'IC, à savoir: la reconnaissance indispensable par les travailleurs sociaux-démocrates, désireux de rejoindre le Front unique, du rôle dirigeant des communistes. Georges Dimitrov juge désuets les appels précédents adressés aux ouvriers sociaux-démocrates tels que: «Venez chez nous, luttiez ensemble avec nous contre le fascisme..., créez un Front unique rouge sous la direction du parti communiste»². En revanche, il suggère les mots d'ordre sans conditions préalables: «Ouvriers sans distinction d'appartenance à un parti ou à une organisation, créez sur la base de la démocratie prolétarienne vos propres structures de lutte commune, collégalement élues par vous, prenez collectivement des décisions concrètes pour des actions communes de lutte contre le pillage de vos salaires [...], contre le fascisme, la terreur policière et nationale-socialiste, pour la défense de vos droits de travailleurs, de vos organisations [...], de votre vie et de la vie de vos dirigeants»³. Pour faire passer ce mot d'ordre, Georges Dimitrov – certainement imprégné de son expérience du Front unique avec les agrariens bulgares – n'hésite pas à y associer des slogans concrets ayant trait à la vie de tous les jours et aux préoccupations quotidiennes des travailleurs. *Last but not least*, Georges Dimitrov s'autorise à remettre en question l'anathème porté sur les sociaux-démocrates en les désignant non plus comme les concurrents les plus dangereux, mais comme les alliés potentiels les plus probables. En insistant lourdement sur les exigences du concret, Georges Dimitrov, met implicitement en cause le dogmatisme qui imprègne à ce moment-là la politique kominternienne. Cette mise en garde d'octobre 1932 adressée par Georges Dimitrov au Komintern est restée sans effet sur le cours des événements, mais elle a dû provoquer à Moscou une certaine irritation, voire un mécontentement à l'égard de son auteur. Selon Ypsilon: «La réponse de Moscou [à sa lettre d'octobre] était en sa possession lorsqu'il [Georges Dimitrov] fut arrêté; c'était la négation pure et simple de ses critiques, le

¹ Dončo DASKALOV, *Georgi Dimitrov i novijat političeski kurs na Komintern 1934/1936* (Georges Dimitrov et le nouveau cours politique du Komintern 1934/1936), Partizdat, Sofia, 1980, p. 37.

² *Ibidem*, p. 38.

³ *Ibidem*.

rejet de ses propositions, et un ordre d'avoir à regagner immédiatement Moscou»¹. Si avant son arrestation Georges Dimitrov ne pouvait deviner qu'il allait passer de longs mois dans les geôles allemandes, peut-être s'attendait-il à des moments difficiles lors de son retour prévu à Moscou². Il est probable que l'arrestation de Georges Dimitrov par les nazis le 9 mars 1933 lui a épargné le sort peu enviable qu'ont subi à Moscou d'autres activistes du Komintern.

Si la Troisième Internationale ne modifie pas sa ligne, Georges Dimitrov non plus! Depuis le box des accusés au procès de Leipzig il fustige les nazis et affirme sa foi dans le communisme, déclare sa fidélité au Komintern mais maintient aussi son appel à la formation d'un Front unique large. Là où Georges Dimitrov prend le contre-pied de la politique du Komintern – tout en se fondant habilement sur celle-ci – c'est lorsqu'il expose, une fois de plus, sa conception hétérodoxe du Front unique. Toujours prudent vis-à-vis de sa hiérarchie à propos des relations entre communistes et sociaux-démocrates, il ne manque pas de stigmatiser l'attitude des dirigeants socialistes: «Le principal obstacle dans la voie de la réalisation du Front unique de la lutte des ouvriers communistes et sociaux-démocrates, a été et reste la politique de collaboration avec la bourgeoisie... qui a, en fait, amené en Allemagne le triomphe de la réaction fasciste... Les partis communistes ont été les organisateurs de la lutte commune des ouvriers communistes et des ouvriers sociaux-démocrates et sans parti, contrairement au désir des dirigeants sociaux-démocrates... la social-démocratie torpilla le Front unique de lutte»³. Mais au tournant d'une phrase il assène: «Néanmoins, en présence du fascisme attaquant la classe ouvrière d'Allemagne et déclenchant toutes les forces de la réaction mondiale, le Comité exécutif de l'Internationale Communiste appelle tous les Partis Communistes à faire encore une tentative pour établir le Front unique avec les masses ouvrières sociales-démocrates par l'intermédiaire des partis sociaux-démocrates»⁴. Par ces dernières phrases, Georges Dimitrov fait preuve d'une double audace – pour ne pas dire d'un double culot. On note qu'il appelle d'une part, comme incidemment, à «établir le Front unique avec les masses ouvrières sociales-démocrates» non plus en tentant de les capter, mais «par l'intermédiaire des partis sociaux-démocrates», c'est-à-dire par la collaboration avec la direction des «sociaux-fascistes»! On retrouve ici les thèses de sa lettre au Komintern d'octobre 1932. D'autre part, il adresse cet appel au nom du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, s'érigant ainsi en porte-parole de la volonté du Komintern. L'affirmation de cette position est d'autant plus en décalage avec celle de l'Internationale qu'au même moment les rapports de Wilhelm Pieck et d'Ajno Kuusinen au XIII^e Plénum du CE de l'IC confirment une fois de plus les thèses stalinienne sur le «social-fascisme» et l'imminence de la «nouvelle vague révolutionnaire». Les positions de l'IC sur la question allemande demeurent ni plus ni moins la réalisation d'une insurrection armée pour la mise en place d'un pouvoir soviétique. La dérive dogmatique est à son apogée.

¹ YPSILON, *Stalintern*, La Table Ronde, Paris, 1948, p. 247. Cet auteur, qui écrit sous le pseudonyme d'Ypsilon, serait apparemment un ancien membre de l'IC.

² «À la fin de 1932, il [Georges Dimitrov] reçut l'ordre de rentrer en URSS; les gens bien informés disaient que sa carrière était finie», in Walter G. KRIVITSKY, *J'étais un agent de Staline*, Éditions Champ libre, Paris, 1979, p. 60.

³ Georges DIMITROV, *Œuvres choisies*, cit., tome 1, pp. 446-447.

⁴ *Le procès de Leipzig, discours, lettres et documents*, Éditions en langues étrangères, Sofia, 1964, p. 174.

En dépit de ces contradictions, peu après son retour triomphal à Moscou, Georges Dimitrov est pourtant chargé par Staline de préparer le VII^e Congrès de l'IC dans l'esprit de l'application d'une politique de Front unique, ce qui préfigure son accession à la direction de cette institution. On peut s'interroger sur l'attitude ambivalente de la direction soviétique qui en décembre 1933 condamne la politique de Front unique puis, au printemps 1934, l'encourage. D'un côté Staline ne manque pas, chaque fois qu'il le peut, de souligner une hostilité viscérale à l'égard de la sociale-démocratie et, de l'autre, il donne le feu vert et encourage Georges Dimitrov à promouvoir un Front unique «par le haut» avec les sociaux-démocrates. Plusieurs raisons à cela ont été avancées. D'abord, guide du prolétariat mondial, Staline ne peut oublier qu'il dirige aussi – bien qu'en coulisses – un État qui concentre toute son énergie à accéder au statut de puissance mondiale. Pour assurer la consolidation d'un État soviétique encore fragile, il doit donc se plier à certains impératifs de politique internationale. C'est dans cette optique qu'à ce moment-là l'URSS – sur proposition de la France – adhère à la Société des nations et cherche une ouverture vers les pays démocratiques en prenant l'initiative notamment de conclure des accords d'aide mutuelle avec la France ou la Tchécoslovaquie. Or, dans les principales démocraties d'Europe, l'influence des sociaux-démocrates – qui souvent participent aux gouvernements – est significative. Ensuite, malgré ses convictions profondes, Staline ne peut faire abstraction de l'histoire immédiate. En Autriche et en France en février 1934 la solidarité de la gauche se manifeste spontanément à Vienne par l'insurrection armée qui embrase la capitale et à Paris face à la tentative de coup de force des Ligues d'extrême-droite le 6 février. En même temps, en Espagne, la gauche s'unit dans l'action pour la préservation de la nouvelle république contre les menées de la droite autoritaire. Ces événements viennent corroborer les analyses de Georges Dimitrov à propos du Front unique. Staline ne peut non plus ignorer la vague antifasciste qui a fédéré spontanément diverses couches sociales de par le monde à l'avènement au pouvoir des nazis en Allemagne. Cette vague avait trouvé plus particulièrement son expression unitaire à l'occasion du procès de Leipzig. Staline semble donc préférer tenter d'assurer – pour mieux le maîtriser – le contrôle d'un tel mouvement antifasciste, quitte à faire des concessions en direction des partis et des organisations non-communistes. Enfin – et surtout après la déstalinisation – les biographies laudatives de Georges Dimitrov insisteront sur le génie personnel de ce dernier qui aurait su convaincre Staline de la justesse de ses conceptions et de la nécessité de les mettre en œuvre. Il est certain que l'opiniâtreté méthodique dont Georges Dimitrov a toujours fait preuve par le passé ait pu porter quelques fruits, d'autant plus que la nouvelle ligne correspondait aux réalités – voire aux nécessités – du moment. Mais il est peu probable que cette dernière raison ait été décisive. Si Staline semble «plier», c'est qu'il ne conçoit cette nouvelle ligne que comme une mesure provisoire et ne désire en aucun cas en être le promoteur officiel. En fait, Georges Dimitrov est choisi pour cette mission non seulement parce qu'il incarne cette idée de Front unique, mais surtout parce que, grâce à l'aura du procès de Leipzig, Staline peut se dissimuler derrière lui, quitte à revenir plus tard, quand il le faudra, à une ligne plus proche de ses véritables convictions.

La mise en place de la nouvelle ligne, à travers la préparation du VII^e Congrès, se révélera en conséquence longue et ardue puisqu'il s'écoulera plus d'un an entre le premier rapport préparatoire présenté au CE de l'IC le 1^{er} juillet 1934 et le déroulement du Congrès. Pour autant, la dispute concernant la paternité de la nouvelle politique adoptée par le mouvement communiste international n'est pas close. Qui de Staline ou de Georges Dimitrov en est le maître d'œuvre? D'un côté, il y a ceux

qui affirment que Georges Dimitrov n'a été que le rédacteur des thèses préconisées par Staline¹, de l'autre, ceux qui croient que Georges Dimitrov est parvenu à convaincre Staline².

La publication récente de la correspondance entre Georges Dimitrov et Staline – tirée des fonds secrets des archives russes³ – offre à ce propos un document de qualité. Il s'agit de la lettre contenant l'ordre du jour du futur Congrès que Georges Dimitrov adresse à Staline le 1^{er} juillet 1934, avec en marge les remarques de ce dernier⁴. Cette lettre aborde les trois points essentiels qui marqueront le tournant du VII^e Congrès concernant la sociale-démocratie, le Front unique et la réforme du Komintern. Ce que dévoile le texte, c'est la méthode adoptée par Georges Dimitrov pour amadouer Staline. Au lieu d'imposer ses points de vue, Georges Dimitrov les rédige sous forme interrogative, contraignant ainsi le maître du Kremlin à donner son opinion. En commençant chacune de ses propositions par la formule: «Est-il correct de considérer que...?», Georges Dimitrov se pose en retrait et transfère à Staline la responsabilité du choix. Ce dernier ne se prend pas vraiment au jeu, car il ne désire pas ouvertement être impliqué. Mais, tout en donnant le feu vert à Georges Dimitrov, il ne peut s'empêcher de marquer son agacement car, en fait, ce que Georges Dimitrov remet en cause dans ces propositions, ce sont les positions que Staline avait imposées au VI^e Congrès de l'IC. Lorsque Georges Dimitrov pose la question: «Est-il correct de qualifier de manière indifférenciée la sociale-démocratie en tant que social-fascisme, étant donné que cette position nous a souvent coupé des sociaux-démocrates?»⁵, Staline griffonne rageusement en marge: «En ce qui concerne les dirigeants – oui; mais pas de manière „indifférenciée“». Lorsqu'il demande: «Est-il correct de considérer la sociale-démocratie partout et en toutes circonstances comme le principal soutien de la bourgeoisie», Staline, sarcastique, inscrit: «Évidemment, pas en Perse». Lorsqu'il demande: «Est-il correct de considérer tous les groupes sociaux-démocrates de gauche en tant que danger principal en toutes circonstances?», Staline confirme: «Dans la majeure partie des pays cap[italistes] – oui». Lorsque Georges Dimitrov questionne: «Est-il correct de désigner de manière indifférenciée tous les cadres dirigeants des partis sociaux-démocrates et des syndicats réformistes en tant que traîtres conscients à la classe ouvrière?», Staline annote: «Objectivement – oui; sciemment – certains [d'entre eux]». Cependant,

¹ Pierre BROUÉ, *Histoire de l'Internationale communiste. 1919-1943*, Fayard, Paris, 1997, p. 653.

² Ernst FISCHER, *Le grand rêve socialiste. Souvenirs et réflexions*, Les Lettres Nouvelles, Paris, 1974, p. 321; F.I. FIRSOV, «Stalin i problemy politiki ednogo Fronta» (Staline et le problème politique du Front unique), in *Otkryvaja novye stranicy... Meždunarodnye voprosy: sobytija i ljudi (À la découverte de nouvelles pages... Questions internationales: événements et personnes)*, Izdatel'stvo političeskoj literatury, Moskva, 1989, p. 365. Sur la contribution de Georges Dimitrov au VII^e Congrès et l'influence de son expérience bulgare dans sa formulation du Front, v. l'ensemble de l'article de Petko BOEV, «La politique de Front populaire du Parti Communiste Bulgare (1934-1939)», in *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, no. 27, 1987, pp. 137-152.

³ Alexander DALLIN, F.I. FIRSOV, *Dimitrov and Stalin 1934-1943. Letters from the Soviet Archives*, Yale University Press, New Haven-London, 2000, 278 pp.

⁴ Une version de cette lettre a été publiée en français sous l'intitulé «Lettre de Georges Dimitrov à la commission chargée de préparer le deuxième point à l'ordre du jour du Congrès» (se fondant sur un ouvrage russe édité en 1965 – à l'époque on ne sait donc pas ou alors on veut occulter que derrière cette «commission» se cache en fait Staline), dans l'ouvrage: INSTITUT DU MARXISME LÉNINISME PRÈS LE CC DU PCUS, *L'internationale communiste et la lutte contre le fascisme et la guerre. 1934-1939. Recueil de documents*, Éditions du Progrès, Moskva, 1980, pp. 30-32.

⁵ L'ensemble des citations autour de cette lettre du 1^{er} juillet 1934 sont extraites de Alexander DALLIN, F.I. FIRSOV, *Dimitrov and Stalin 1934-1943... cit.*, pp. 13-15.

lorsque Georges Dimitrov interroge: «N'est-il pas temps de cesser les discussions inutiles à propos de la possibilité ou de l'impossibilité de gagner les syndicats réformistes et, au lieu de cela, de proposer clairement aux membres de ces syndicats l'objectif de transformer ces syndicats en instrument de la lutte de classe du prolétariat?», Staline concède: «Il est temps».

Lorsque, à propos du Front unique, Georges Dimitrov propose: «Au lieu d'appliquer cette tactique *exclusivement* comme une manœuvre tendant à démasquer la sociale-démocratie sans sérieusement tenter de créer l'unité réelle des ouvriers en lutte, nous *devons* les changer en un facteur réel du développement de la lutte de masse contre l'offensive du fascisme», Staline hésite, puisque à la fois il donne son accord en notant «nous le devons», mais aussitôt il révèle son inquiétude en inscrivant: «Contre qui est [dirigée] cette thèse?». On retrouve la même remarque paranoïaque un peu plus loin, lorsque Georges Dimitrov propose de: «Ne pas *proclamer* l'hégémonie du Parti Communiste, mais réaliser *dans les faits* le rôle dirigeant du Parti Communiste». En fait, Staline suspecte que ce soit contre lui... Malgré les inscriptions marginales de Staline – que Georges Dimitrov a certainement prises en compte – les idées exprimées dans cette lettre seront celles reprises dans la résolution finale du VII^e Congrès. À la lecture du texte, il ne fait aucun doute qu'il a été rédigé de la main de Georges Dimitrov, car on y retrouve à chaque ligne «le style Dimitrov». Peu de doute également que la résolution finale soit née au forceps après une très longue discussion pour la mise au point du texte final. Bien entendu, les termes de la résolution finale du VII^e Congrès n'ont pu être formulés sans l'accord tacite de Staline, et encore moins en opposition à lui. Georges Dimitrov n'est donc pas le «nègre» de Staline. Sa conception du Front unique n'est pas de circonstance, elle mijote déjà en lui depuis le III^e Congrès du Komintern en 1921 et prend consistance dans son expérience bulgare avec et autour de l'insurrection de septembre 1923, puis s'affermi au contact des réalités sociales et politiques d'Europe, notamment dans les dernières années de la République de Weimar.

À l'issue du VII^e Congrès, Georges Dimitrov est en droit de se prévaloir d'une éclatante victoire personnelle. Mais l'adhésion à ses thèses n'est pas aussi unanime qu'il pouvait l'espérer et les quelques ombres au tableau vont, au fil des mois, se transformer en nuées menaçantes. Les observateurs n'avaient pas manqué de souligner l'attitude passive et réservée de Staline pendant ce Congrès et l'accent mis sur Georges Dimitrov. Par sa discrétion, Staline a très certainement voulu se démarquer non seulement des décisions du Congrès, mais de l'institution kominternienne elle-même, en se situant au-dessus d'elle. D'ailleurs, «jamais il [Staline] n'exprimât publiquement son appréciation de la nouvelle politique du Komintern... C'était plus un accord tacite avec les décisions du Congrès, qu'un soutien actif à leur égard»¹. Par la suite, dans ses interventions, Staline ne fera jamais référence à ce Congrès et on n'en trouve aucune trace dans son fameux bréviaire *Abrégé de l'histoire du Parti Communiste*. L'acceptation tacite de Staline se mue même rapidement en opposition silencieuse. Son homme lige, Manuilski, chargé peu après le VII^e Congrès d'éclairer les activistes sur la teneur idéologique des résolutions du Congrès, dira: «Certains croient qu'en posant la question du Front unique des communistes et des sociaux-démocrates dans la lutte contre le fascisme, nous remettons en question la caractéristique donnée par Lénine sur le rôle de la

¹ F.I. FIRSOV, «Stalin i problemy politiki ednogo Fronta», in *Otkryvaja novye stranicy... Meždunarodnye voprosy: sobytija i ljudi*, cit. pp. 365-366.

social-démocratie en tant que principal soutien social de la bourgeoisie, que ce faisant nous abandonnons l'affirmation stalinienne, que les fascistes et la social-démocratie ne sont pas aux antipodes, mais des jumeaux... Par toute sa politique de collaboration de classe, en ouvrant la voie au fascisme, la social-démocratie a démontré la justesse de la thèse, qu'elle n'est pas aux antipodes, mais qu'elle est le jumeau du fascisme... et le soutien social de la bourgeoisie»¹. Georges Dimitrov devra finalement tenir compte de cette réaction² stalinienne puisque, en 1937, il écrira: «Le camarade Staline a eu mille fois raison lorsqu'il y a 10 ans il écrivait: „Il est impossible d'anéantir le capitalisme, sans que ne soit anéantie la sociale-démocratie dans le mouvement ouvrier“»³.

Georges Dimitrov survivra aux grandes purges, mais la grande vague de terreur, qui emporte des dizaines de milliers d'hommes, vide aussi de sa substance le Komintern et, partout en Europe, continue à enrayer la dynamique du Front unique antifasciste, condamnant implicitement à l'échec l'expérience de réforme majeure proposée par Georges Dimitrov. En effet, l'ampleur de la répression ne pouvait rester ignorée des éventuels partenaires politiques qui retrouvent eux aussi bien vite leurs réflexes de défiance vis-à-vis des communistes en général et du Komintern en particulier. Les expériences phares tentées un temps avec succès dans l'Espagne en guerre comme dans la France paisible, tournent court. Dans le premier cas, elles s'achèvent par l'affrontement sanglant entre les partenaires du Front – suscité et encouragé par les hommes du NKVD. Dans le second, elles aboutissent au divorce pour incompatibilité d'humeur et à la fin des Fronts populaires. Cependant, cet échec de la politique du Front unique ne laissait pas augurer du coup de théâtre qui, le 23 août 1939, allait sanctionner au grand jour le retournement complet de la politique étrangère de l'Union soviétique et de la ligne d'union antifasciste du Komintern. Après le pacte conclu entre Hitler et Staline ce jour là, Georges Dimitrov est convoqué au Kremlin où on lui dit que «Demeurer aujourd'hui sur les positions d'hier (Front unique pop[ulaire], unité de la nation) – signifie se rabaisser aux positions de la bourgeoisie. *Ce slogan doit être enlevé*»⁴. Exit donc le Front unique prolétarien, qui n'était qu'un moindre mal permettant de soulager la condition ouvrière. Bienvenue la guerre qui permet enfin de mettre un terme à l'oppression en détruisant le capitalisme. C'est dans ce sens radicalement opposé à celui du Front unique antifasciste, que Georges Dimitrov sera contraint de rédiger en octobre 1939 une laborieuse lettre aux ouvriers européens intitulée «La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes» dans laquelle, sous couvert de pacifisme et d'antimilitarisme, il écrit: «les communistes ne veulent faire aucun Front unique avec ceux qui font Front commun avec les impérialistes et soutiennent la criminelle guerre anti-populaire»⁵. Dans ces nouvelles conditions, le Front unique ne peut se faire que «par le bas» avec l'aide de la puissante Union soviétique qui «décuple la puissance de la classe ouvrière et affermit la foi de cette dernière en ses propres

¹ Petko BOEV (sous la direction de), *Kominternät, VKP(b), BKP (Le Komintern, le PCUS(b), le PCB)*, Institut po istorija na BCP, Sofia, 1990, p. 118.

² Dans les deux sens du terme: non seulement réagir, mais aussi réagir de manière rétrograde – donc s'opposer.

³ Petko BOEV (sous la direction de), *Kominternät, VKP(b), BKP*, cit., p. 119.

⁴ Le 7 septembre 1939, in Dimităr SIRKOV, Petko BOEV, Nikola AVREJSKI, Ekaterina KABAKČIEVA, *Dnevnik. 9 mart 1933-6 fevruari 1949*, cit., p. 182.

⁵ Georges DIMITROV, «La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes (oct. 1939) », in *L'employé en Lutte*, no. 206, septembre 1975, p. 10.

forces»¹. Le devoir de tout communiste est donc à présent de lutter contre cette guerre faussement antifasciste, de tenter de l'arrêter par tous les moyens et donc de «concentrer le feu contre l'opportunisme»², c'est-à-dire d'abord contre la sociale-démocratie, quant au danger nazi et à l'antifascisme, il n'en est plus question.

Plus tard, lorsque l'URSS entrera dans la guerre après l'invasion de son territoire par la Wehrmacht en juin 1941, la politique du Front connaîtra encore un semblant de résurrection en même temps que la procédure de dissolution du Komintern décidée en avril de la même année est suspendue. Dans une directive du 6 juillet, Georges Dimitrov redonne vie à l'idée de Front unique en recommandant aux communistes des pays occupés de: «commencer sans délai l'organisation d'un Front unique national et dans ce but [d']entrer en contact avec toutes les forces qui se déclarent contre l'Allemagne fasciste»³. Mais, précise-t-il: «La mission de ce Front national est la mobilisation dans le pays de toutes les couches de la population pour la lutte contre l'occupation allemande. Le mouvement de création d'un Front national doit être mené sous le mot d'ordre de la démocratie et de la liberté nationale [...]. Les communistes ne posent pas la question de l'hégémonie du Front national»⁴. En l'occurrence il ne s'agit plus d'une ligne générale applicable à l'ensemble des partis communistes, mais d'une tactique différenciée en fonction des circonstances. Ainsi, le 21 mai 1943, Staline déclare à Georges Dimitrov: «... à présent il n'est pas possible que le mouvement ouvrier dans tous les pays du monde soit dirigé à partir d'un centre international. Surtout à présent, où les conditions de guerre donnent pour tâche aux partis communistes allemand, italien, et autres de renverser leurs gouvernements en appliquant une tactique défaitiste alors que d'autres partis communistes en Union soviétique, en Angleterre et en Amérique, etc. à l'inverse ont pour tâche de soutenir totalement leur gouvernement pour accélérer la défaite de l'ennemi»⁵.

Bien que la Bulgarie – pourtant membre du Pacte tripartite – ne soit pas en guerre avec l'Union soviétique, en juillet 1942 Georges Dimitrov lance un appel à la création d'un Front patriotique bulgare recommandant «L'entente immédiate entre le Parti Ouvrier [Bulgare] et les groupes anti-hitlériens de l'Union agrarienne, du Parti Social-Démocrate, des démocrates, des radicaux, etc. dans le but du ralliement dans un Front patriotique anti-hitlérien [pour] sauver la Bulgarie du joug fasciste»⁶. Cette initiative ne trouvera de véritable écho en Bulgarie que dans les semaines qui précèdent l'entrée des troupes soviétiques dans le pays et le coup d'État qui, le lendemain 9 septembre 1944, instaure un pouvoir du Front patriotique sous l'égide des communistes. Ce gouvernement de composition pluraliste qui, selon l'aveu de Staline, «n'est qu'un masque commode pour la période actuelle»⁷ aboutira quatre ans plus tard, grâce à la tactique du salami, à la confiscation de la totalité du pouvoir au profit des seuls communistes et à la soviétisation complète de la Bulgarie. Ce procédé, qui se sert des Fronts uniques sous l'appellation Démocratie populaire, pour donner en fin de compte tout le

¹ *Ibidem*.

² *Ibidem*, p. 11.

³ Le 6 juillet 1941, in Dimităr SIRKOV, Petko BOEV, Nikola AVREJSKI, Ekaterina KABAKČIEVA, *Dnevnik. 9 mart 1933-6 fevruari 1949*, cit., p. 239.

⁴ Le 6 juillet 1941, in *ibidem*, p. 239.

⁵ Le 21 mai 1943, in *ibidem*, p. 375.

⁶ Le 15 juin 1942, in *ibidem*, p. 301.

⁷ Le 2 septembre 1946, in *ibidem*, p. 533.

pouvoir aux communistes, sera appliqué à l'ensemble des pays trouvés sous influence soviétique.

Il s'avère donc que si Georges Dimitrov n'est pas vraiment le père du concept de Front unique, il en a été néanmoins dans la pratique un zélateur constant et de longue date. Cependant, ceci n'indique pas de sa part la tolérance idéologique de type œcuménique qui lui a valu parfois la qualification de «communiste de droite» et de dirigeant prêt à relativiser ses certitudes. Si tolérance il y a de sa part, ce n'est pas par opportunisme idéologique mais par opportunisme tactique. Il n'y a pas de désir d'ouverture aux autres sensibilités du mouvement ouvrier, mais un calcul pragmatique destiné à aboutir à plus long terme à la suprématie exclusive des communistes. Ainsi, il serait inapproprié de voir en Georges Dimitrov un porteur de dialogue et de l'idée d'un «socialisme à visage humain». Dans le fond, le grand tournant attribué à Georges Dimitrov au VII^e Congrès par les auteurs marxistes – qui le qualifient de grand tournant stratégique – ne demeure en fait qu'une manœuvre tactique d'envergure. Georges Dimitrov l'avait confirmé d'un mot en essayant de démontrer le contraire, lorsqu'il proclamait lors du VII^e Congrès: «„La sociale-démocratie est pour la démocratie, tandis que les communistes sont pour la dictature; c'est pourquoi nous ne pouvons établir le Front unique avec les communistes“, disent certains leaders de la sociale-démocratie. Mais est-ce qu'actuellement nous vous proposons le Front unique pour proclamer la dictature du prolétariat? Vous savez bien que nous ne vous le proposons pas pour l'instant»¹. De ce discours retenons ce qui est vraiment révélateur, à savoir les deux derniers mots prononcés – comme si de rien n'était – par Georges Dimitrov: «pour l'instant». Ceci confirme sans équivoque que la main tendue aux autres n'est qu'une tactique nécessaire mais provisoire avant l'arrivée du grand soir. Georges Dimitrov se pose moins en théoricien fondateur qu'en gestionnaire réformateur, soucieux de rentabiliser l'entreprise communiste tout en lui conservant son objet final: la victoire hégémonique du communisme.

On a voulu expliquer la construction du socialisme dans un seul État, le VII^e Congrès et son Front unique ainsi que le Pacte germano-soviétique par une seule et même logique, celle de l'abandon du projet de révolution mondiale. Staline aurait délaissé la ligne révolutionnaire au seul profit de l'idée impériale, il aurait sacrifié l'idéal communiste à l'idéologie d'État. Il est vrai que certains éléments concourent à corroborer cette idée. À la fin des années trente, à la question posée par un journaliste occidental: «Vous n'êtes plus pour la révolution mondiale?», Staline lui aurait répondu: «Ni moi, ni l'URSS, ne sommes pour la révolution mondiale, c'est un malentendu». Un «malentendu tragique» insiste le journaliste, «non, un malentendu comique» lui aurait rétorqué Staline². Lors d'une réunion dans les locaux du Politburo le 21 janvier 1940, que Georges Dimitrov qualifie d'amicale, Staline s'exprime aussi en ces termes: «La révolution mondiale en tant qu'acte unique – c'est une *bêtise*. Elle se réalise à divers moments, dans les divers pays. Les actions

¹ Georges DIMITROV, *Ceuvres choisies*, cit., tome 2, p. 30.

² Cet échange entre le journaliste et Staline est évoqué lors d'une discussion qui suit un colloque par Pierre BROUÉ, Annie BLETON-RUGET (sous la présidence de), «Table ronde. Réticences, résistances et refus du Front populaire», in Annie BLETON-RUGET, Sergen WOLIKOW (sous la direction de), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Éditions Universitaires de Dijon, Dijon, 1998, p. 186.

de l'Armée rouge – ceci aussi est l'œuvre de la révolution mondiale»¹. Staline affirme donc ici explicitement que ce n'est pas la stratégie révolutionnaire qui est remise en cause, mais la manière de réaliser cette révolution, c'est-à-dire uniquement la tactique. Si Trotski persiste à prôner l'action directe permanente, si Georges Dimitrov – à l'inverse – préconise la voie plus conciliante du Front unique et si Staline donne toute sa confiance à l'Armée rouge, c'est qu'aucun d'entre eux ne renonce en fait à la grande idée de la révolution mondiale et à la victoire finale et universelle du communisme. Simplement Staline, pour arriver à cette fin, fait le choix de la guerre au lieu d'opter pour la révolution permanente ou pour les Fronts populaires auxquels il ne croit plus. Le conflit entre ces trois visions de la révolution est moins stratégique que, encore une fois, tactique. Là où Trotski dit: «La révolution c'est l'insurrection», là où Georges Dimitrov préconise: «La révolution c'est l'union», Staline affirme: «La révolution c'est la guerre et ses acteurs les soldats de l'Armée rouge». Dans un certain sens, l'histoire donnera raison à Staline, puisque ce ne sont ni l'insurrection, ni le Front unique des masses qui lui ont permis de subjuguier une grande partie de l'Europe, mais bien la force des armes.

¹ Le 21 janvier 1940, in Dimităr SIRKOV, Petko BOEV, Nikola AVREJSKI, Ekaterina KABAKČIEVA, *Dnevnik. 9 mart 1933-6 fevruari 1949*, cit., p. 188.